



Plénière du 16 janvier 2016 - Fiche minute Atelier 1 : Défense des droits et libertés

Notes d'Elisabeth

Que recouvrent des droits et libertés ?

- Droit d'association, droit de participer à construire un monde équitable
- Liberté de conscience

Contexte : l'état d'urgence, on est passé de la restriction de certains droits à l'atteinte aux droits voir à la privation de droits pour certaines catégories de population.

Ex du foyer Adoma dans le 18^{ème} avec fouilles sauvages

- Droit de s'exprimer et de manifester sans se faire emprisonner

Dans le même temps, la police acquiert des droits exorbitants sans avoir de comptes à rendre.

A l'étranger et en Europe, la France est montrée du doigt car la France touche à sa devise : on a moins de libertés publiques que dans l'Italie de Mussolini aujourd'hui.

Droits et libertés : c'est aussi les offensives juridiques (accords TAFTA, loi Fillon Valls) qui veulent nous imposer un modèle de société libérale mettent les finances de notre pays en risque

Ce qui est attaqué : les acquis du Conseil national de la résistance au fascisme

Quelle mobilisation des associations citoyennes ?

Jusqu'où peut-on éviter l'affrontement ?

Dénoncer la fabrique du terrorisme quand on enlève des associations de prévention sur les territoires difficiles.

Aspects sémantiques, démythification par une véritable pratique d'éducation populaire : ce que les mots veulent dire - contre une indifférenciation qui sert les intérêts du politiquement correct mais masque le refus du débat

Expliquer les atteintes pour que les gens comprennent.

Expliquer les objectifs que sert la stigmatisation de minorités et l'agitation des épouvantails : détourner l'attention des vraies questions de fond, désigner des « coupables » à la vindicte populaire – immigré = terroriste en puissance, monter les populations les unes contre les autres

Défendre la liberté d'association : se réunir, débattre, favoriser l'expression des gens

Démystifier en donnant les vrais chiffres

- Financements : dans la région Centre, budgets alloués aux associations 4 millions d'€, budget aux entreprises 40 millions d'€
- Démystifier les stratégies du FN : faire savoir que le FN fait à la goutte d'or un score de 7% alors que nous avons plus de 100 nationalités

Dénoncer les excès de la police en manifestant, résister juridiquement aux comportements illégaux

Livre blanc : Dans le 18^{ème}, les associations recueillent des exemples illustrant la façon dont les associations sont traitées et les liens, entre assos et mairie centrale et mairies d'arrondissements : des choses réussies ou des instrumentalisation où, sous couvert de « participation », on instrumentalise les gens : le terme de participation est vidé de son sens pour faire de la communication.

- *Exemple du vote du budget participatif : fumisterie de la pseudo-participation des citoyens au budget de la Ville : pour refaire la cour d'une école alors que c'est une obligation de la Mairie !*

Défendre les emplois, revendiquer le droit d'exister et le droit d'être financé pour le service rendu à la société dont la création d'emploi fait partie

Exprimer nos désaccords à plusieurs collectifs ensemble pour gagner en puissance et en force

Ne pas rester entre associations, travailler sur certains sujets avec les syndicats et autres organisations

Faire une carte des possibles : pouvoir d'agir des gens (exemple de la « fabrique des possibles » avec les centres sociaux)

Attention Régions : veiller à ce que les techniciens ne prennent pas le pouvoir politique comme pour la RGPP pour laquelle il n'y avait pas eu d'anticipation

Quelle place pour la mobilisation des femmes ?

Changer de paradigme : changer de vision du monde, ne pas continuer à vivre comme durant les 30 glorieuses en consommant à tout va : on doit changer nos habitudes.

Quelle implication du CAC ?

Faire une **carte des possible** et de ce qui existe et se créer (fabrique des possible dans les centre sociaux). Trouver des endroits dynamiques où se fabrique la cité.

Travailler avec des syndicats, les grands mouvements et pas que associatifs.

Etre vigilant à ce que sera la carte des régions pour éviter nouvel écrasement de la vie associative sur cette réorganisation (que les techniciens ne prennent pas le pas sur les assos comme avec RGPP).

Faire des outils d'analyses simplifiées accessible à tous.

CAC pas assez connu, grande fragmentation en région. **Mieux faire connaître les collectifs locaux** (CLAC) ; les soutenir, se faire mieux connaître en région où les réseaux associatifs sont segmentés.

Ne pas devenir une structure centralisatrice

Continuer de proposer des outils de vulgarisation